

Intervention de Florence (AESH) pour le SNUDI FO 48

Bonjour chers camarades,

Je me présente, je suis Florence. J'exerce la profession d'AESH (Accompagnante d'Enfant en Situation de Handicap) depuis maintenant 8 ans et je suis syndiquée au SNUDI FO 48.

Etre AESH c'est faire partie du 2^{ème} corps de métier de l'Education Nationale, en termes d'effectif, après les enseignants.

Malgré cette seconde place, nos conditions de travail se dégradent et deviennent inacceptables : il y a toujours plus d'élèves à accompagner et moins de temps à consacrer à chacun du fait du manque cruel d'AESH organisé par la volonté de nous précariser en nous refusant un statut et un vrai salaire, et des démissions de collègues en cascades, celles-ci étant inhérentes au manque de reconnaissance financière et morale de notre employeur.

Nous sommes malmenés, étant amenés à changer d'affectation du jour au lendemain, ce qui met en péril notre organisation quotidienne tant sur le plan professionnel que familial et personnel.

Etre AESH, c'est :

- un salaire mesquin sous le seuil de pauvreté (entre 800 et 1000 € par mois), situation qui nous plonge dans une grande précarité
- aucun statut et un temps de travail incomplet imposé, ce qui nous garantit hélas, une retraite misérable entre autres désagréments.
- Nous vivons au jour le jour en mode « survie », croisant les doigts tous les mois pour qu'aucun impondérable ne vienne nous achever financièrement (panne ou entretien du véhicule, système de chauffage, électroménager, santé, ...).
- Nous vivons avec cette charge mentale quotidienne qui nous angoisse et nous empêche de dormir.
- Nous ne savons pas comment annoncer à notre kiné, à notre dentiste que nous ne pouvons pas les régler, qu'il est nécessaire d'échelonner les paiements.
- Nous sommes fatigués de demander des arrangements à notre garagiste, à notre fournisseur d'énergie.

Nous sommes des amazones, sans cesse à la chasse aux promotions pour peut-être voir une chance de nous nourrir correctement.

Nous avons oublié les restaurants, les sorties entre amis, les abonnements dans les clubs de sport ou de loisirs.

Je ne pourrai pas vous raconter mes vacances à la mer ou ailleurs, des vacances les AESH n'en ont pas, excepté pour trouver un petit job pour pallier le manque cruel d'argent.

Chaque jour, chaque mois l'angoisse nous ronge, la peur d'arriver dans le rouge, d'avoir un chèque refusé, un commandement à payer.

Pourtant nous continuons à utiliser nos véhicules personnels pour nous déplacer d'école en école dans une même journée sans être indemnisés. Lorsque nous demandons ce que l'on nous doit, on nous répond : « L'enveloppe est vide et consommée à 100% ! Pas de budget supplémentaire ! »

A titre d'exemple, l'Education nationale me doit près de 400 € de frais de déplacement de l'année scolaire 2024-2025.

Tous ces efforts pour un salaire de 995 € après 8 ans d'ancienneté !

Nous ne pouvons pas nous soigner correctement, oublions les ostéopathes, les implants dentaires, les Varilux ! Personnellement, j'achète des loupes chez Action !

Ne pas pouvoir payer son fuel est terrible : se laver à l'ancienne après avoir fait bouillir de l'eau m'est arrivé bien des fois. On perd toute dignité !

Sans possibilité de partir et de changer d'air, de déconnecter, sans moyen de se nourrir correctement et de faire plaisir à nos enfants, nous n'en pouvons plus !

Nous voulons des nuits sans cauchemars et sans angoisse. Nous voulons recouvrer notre dignité et vivre décemment de notre travail !

Bon nombre d'AESH font des dépressions, des burn-out. Lorsque nous dénonçons des dysfonctionnements, nous sommes invités à nous taire et à démissionner si ça ne nous convient pas. On nous a parfois tendu des mouchoirs pour essuyer nos larmes mais rien n'a changé. Pire encore, tout s'est dégradé. L'omerta règne à l'Education Nationale.

Nous ne sommes pas formées pour opérer des transferts d'enfants en fauteuil, et pourtant nous les faisons. Nous changeons leurs couches. Nous ne sommes pas formées aux premiers secours non plus.

Certains AESH ont la chance de travailler près de chez eux. Quelle compensation offre-t-on à ceux qui parcourent des dizaines de km sans être indemnisés, faute de budget ?

Ces conditions de travail déplorables ne nous empêchent pas d'aller travailler chaque jour pour accompagner et faire progresser nos élèves malgré le manque de moyens

et de reconnaissance. Parce ce que nous aimons notre travail, son utilité n'est plus à prouver du fait des évolutions constatées chez les enfants.

Si j'ai choisi de m'exprimer devant vous aujourd'hui mes camarades, c'est pour que vous portiez haut et fort notre parole, nos souffrances et nos revendications.

Nous refusons de rester les larbins de l'EN et nous refusons de nous taire. Nous ne voulons plus être les invisibles, les fantômes du système éducatif français.

Nous comptons sur l'Union Départementale pour nous aider à défendre nos droits et porter notre message aux plus influents, à notre secrétaire général Frédéric Souillot.

Nous voulons une reconnaissance nationale, un mouvement collectif en défense des AESH, une médiatisation presse et télévision !

Nous voulons une grève nationale intersyndicale pour gagner sur nos revendications et sortir de cette tourbière d'indifférence.

On dit souvent « impossible n'est pas français », je veux croire que « impossible n'est pas FO ! ».

Merci à tous pour votre écoute, je vous invite à venir me rencontrer pour toute question.

Belle fin de journée et vive Force Ouvrière !